

Remplacements :

une année de plus sous le signe de l'impréparation !

Juste avant les vacances d'automne, plusieurs professeur·es des écoles brigades affecté·es sur des postes à l'année ont appris qu'ils et elles allaient devoir laisser leurs classes à des professeur·es contractuel·les pour retourner faire des suppléances.

Peu importe qu'ils et elles se soient investi·es pour préparer leur année d'enseignement, peu importe que la relation de confiance nécessaire se soit installée avec les parents et les élèves : retour à la case départ pour tout le monde, enfants, parents et enseignant·es !

En cause, le manque d'anticipation sur les besoins en personnel qui a conduit les services de l'EN à affecter, souvent au dernier moment (c'est-à-dire le jour de la pré-rentrée ou le jour de la rentrée) des brigades, censé·es palier les situations imprévues et permettre la continuité du service, sur des postes à l'année non pourvus !

Ce manque d'anticipation est d'autant plus surprenant que l'administration se targue d'être capable de prédire à l'élève près les effectifs de chaque école du département, justifiant ainsi de nombreuses fermetures de classes ou le refus d'ouvrir des classes dans des écoles où pourtant tout annonçait des effectifs largement au-delà des seuils acceptables.

Ces collègues se sont alors investi·es pour préparer leurs classes sur le long terme. Mais comme il manque des personnels pour remplacer les arrêts de travail et les absences temporaires, les services ont décidé de recruter 40 professeur·es des écoles contractuel·les.

Le métier d'enseignant attirant peu de monde, il faut alors proposer aux contractuel·les des postes attractifs et non des remplacements de courte durée. Le choix est donc fait de déplacer les brigades pour leur faire une place à peine 1 mois et demi après la rentrée.

La situation est désastreuse et place tout le monde dans une situation bancale générant de la souffrance :

- Les élèves qui voient leur référent changer alors qu'ils ont besoin de stabilité et d'une sécurité relationnelle, en particulier quand ils sont en difficulté ou ont vécu des situations personnelles difficiles.
- Les brigades déplacé·es pour qui l'année scolaire vient de changer contrairement à ce que l'administration leur avait annoncé ; et à qui on demande en prime de tuer les collègues qui vont les remplacer.
- Les contractuel·les qui récupèrent une classe avec des habitudes de travail qui ne sont pas les leurs et qui vont devoir s'adapter ou tout changer générant un stress non nécessaire pour les élèves et les nouveaux·elles collègues.
- Les autres enseignant·es de l'école, déjà surchargé·es, qui vont devoir assumer un surcroît de travail pour accompagner tant bien que mal un·e collègue qui n'a parfois aucune expérience dans le métier.

- Les directeur·ices, à qui l'administration a demandé de transmettre l'information souvent mal vécue par les collègues brigades.

Ce n'est pas la première année que cela arrive. Le contexte de pénurie d'enseignant·es était prévisible. Le manque d'anticipation du Ministère de l'Education Nationale est sidérant. Quelques spots publicitaires à la radio ne suffiront pas à convaincre que tout est beau et rose dans les écoles.

De plus, puisque des besoins ont été constatés, l'administration aurait dû recourir à la liste complémentaire des enseignant·es reçu·es au concours et leur proposer une titularisation sans condition !

C'est pourquoi, afin de permettre un enseignement de qualité, SUD éducation revendique :

- Un recrutement massif d'enseignant·es titulaires.
- De meilleures conditions de travail avec notamment des ouvertures de classe et une limitation des effectifs à 20 élèves par classe partout pouvant descendre à 15 là où les situations l'exigent.
- Une revalorisation significative de nos traitements et l'intégration de l'ensemble des primes à notre salaire.
- La titularisation des enseignant·es contractuel·les et leur accès à une formation de qualité afin de leur permettre une entrée sereine dans le métier.